

# AVIS DU CONSEIL NATIONAL DE LA PROTECTION DE LA NATURE

art. L411-1 et L411-2 du livre IV du code de l'environnement

Référence Onagre du projet : n°2022-01-13a-00067 Référence de la demande : n°2022-00067-011-001

Dénomination du projet : Aménagement 2\*2 voies Briouze Sevrai

## **Demande d'autorisation environnementale - Date de mise à disposition :**

Lieu des opérations : -Département : Orne -Commune(s) : 61220 - Briouze.61150 - Sevrai.

Bénéficiaire : CD61

### MOTIVATION ou CONDITIONS

Le projet, porté par le Conseil départemental de l'Orne, concerne la mise à deux voies de la RD924 entre Briouze et Sevrai, dans le département de l'Orne, sur une longueur d'environ 19km traversant dix communes. Cet aménagement se fait pour partie sur le tracé de la route existante (6,5 km), mais également sur des nouveaux tracés (12,5 km) correspondant à des contournements de localités (zone urbaine de Briouze, hameau de Fromentel). La plateforme de la chaussée a une largeur d'environ 21 m (chaussée de 16 m de large, 2x2 voies séparées d'un terreplein central de 2,60 m, bordée de chaque côté d'une bande d'arrêt d'urgence de 2,50 m) et elle entourée de chaque côté d'un talus ou d'un fossé d'une largeur variable. Cinq échangeurs (ou demi-échangeur) sont prévus pour raccorder ce tronçon au réseau routier existant.

La demande de dérogation concerne des espèces animales protégées : 51 espèces d'oiseaux, 21 espèces de mammifères, dont 18 espèces de chiroptères, 7 espèces de reptiles, 14 espèces de batraciens, et une espèce d'insectes au titre de la destruction, l'altération et de dégradation de leurs sites de reproduction ou de leurs aires de repos et/ou au titre de la destruction ou de la perturbation des individus et/ou de la capture des individus.

L'aire d'étude faune flore (aire d'étude rapprochée) couvre une surface de 584 hectares située de part et d'autre de l'emprise du projet linéaire (largeur minimale de 200 m). Pour avoir une vision plus large du contexte écologique dans lequel s'inscrit l'aire d'étude, des investigations (analyses des bases de données disponibles et de la bibliographie, consultations de personnes ressources) ont été réalisées à une échelle locale allant de 1 à 5 km. Le CNPN n'a pas d'observations sur les différentes échelles retenues pour appréhender le milieu naturel dans le cadre de la réalisation du contexte écologique initial, ni sur la méthodologie d'inventaires (groupe taxonomiques inventoriés, périodes et protocoles d'inventaires, critères d'évaluation des enjeux).

La description des habitats naturels et semi-naturels est clairement présentée (texte et annexe cartographique) et la qualification des enjeux de conservation pour chaque type d'habitats (tableau 7 pages 48 et 49) n'appelle pas de commentaires. L'étude des zones humides est faite dans les règles de l'art, aboutissant au recensement de 201,02 hectares de zones humides sur la zone d'étude.

Le CNPN ne formule pas d'observations sur la qualification des enjeux de conservation concernant la flore, les insectes, les batraciens, les reptiles, les mammifères terrestres, les chiroptères, les oiseaux, les poissons, ni sur l'évaluation des impacts bruts sur les différentes espèces concernées (selon synthèse dans tableau 46, pages 120 à 122).

Le CNPN juge pertinentes toutes les mesures d'évitement (E1 à E4), toutes les mesures de réduction (R1 à R10), avec la mesure R7 particulièrement bien décrite dans chaque situation où elle sera mise en place, toutes les mesures d'accompagnement (A2 à A4) et toutes les mesures de suivi.

L'évaluation des impacts résiduels (résumée dans le tableau 50, pages 149 et 150) est logique au regard des mesures *supra* qui seront mises en place.

## MOTIVATION ou CONDITIONS

La liste des espèces concernées par la demande de dérogation comprend non seulement celles pour lesquels subsistent un impact résiduel significatif, mais certaines espèces à impact résiduel non significatif, mais dont certains individus pourraient être détruits accidentellement du fait de captures accidentelles possibles en phase chantier et d'exploitation.

La méthodologie pour le calcul des ratios de compensation est clairement exposée. Elle aboutit à des propositions satisfaisantes en termes de ratios, de surface ou de linéaires à compenser, par type d'habitat impacté pour chaque espèce parapluie considérée (cf. tableau 55, page 160).

Les mesures de gestion compensatoires préconisées sur les sites de compensation (29 lots de 137 parcelles et un délaissé de voirie) sont pertinentes et les gains écologiques attendus sur chaque site présenté dans le dossier sont logiques. Les fiches descriptives des mesures compensatoires sont claires (pages 255 à 261).

La synthèse détaillée de la compensation par lot de parcelles (tableau 57, pages 263 à 266) montre que les besoins de compensation sont atteints. L'évaluation des gains écologiques apportés par ces mesures compensatoires n'appelle pas d'observations.

Le CNPN note que la mise en place des mesures compensatoires sur les parcelles en gestion SAFER est encore incertaine (selon la note sur la sécurisation foncière, page 161), avec des arguments compréhensibles à ce stade. La surface concernée des parcelles en gestion SAFER représentant une centaine d'hectares (soit environ 53%), sur les 188,22 hectares de compensation, il est impératif que des conventions soient signées sur les parcelles proposées à la compensation, avant la signature de l'arrêté de dérogation. Si ce n'était pas le cas, il faudra s'assurer que l'ensemble des nouvelles parcelles proposées répondant bien aux besoins de compensation (à vérifier par la DREAL), soient également sous convention avec le pétitionnaire, avant la signature de l'arrêté de dérogation.

Le CNPN a apprécié de disposer de l'estimation du coût des mesures d'atténuation et de compensation d'une part et de la réalisation du plan de gestion et du suivi naturaliste sur une durée de trente ans, d'autre part.

### Conclusion

**Le CNPN donne un avis favorable au projet sous réserve de deux conditions impératives :**

- la première porte sur la sécurisation foncière de toutes les parcelles proposées à la compensation, en particulier celles qui sont actuellement en gestion SAFER, avant la signature de l'arrêté de dérogation ;
- la seconde concerne la gestion conservatoire sous forme d'Obligation Réelle Environnementale (ORE) avec un organisme spécialisé dans la conservation de la nature sur une durée de 50 ans eu égard à l'artificialisation définitive des sols.

*\* les références citées dans l'avis concernent la pièce H du dossier d'autorisation environnementale unique relative à la demande de dérogation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées et de destruction d'espèces animales (Conseil départementale de l'Orne, décembre 2021, 337 pages).*

Par délégation du Conseil national de la protection de la nature :  
Nom et prénom du délégataire : Michel Métais

AVIS : Favorable ☐

Favorable sous conditions ☒

Défavorable ☐

Fait le : 16 mars 2022

Signature :

